

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 93 - Avril 2026

Sommaire

Focus | Plan Climat : le gouvernement revoit à la baisse les efforts du secteur agricole et mise sur son puits de carbone forestier

Eau, Assainissement, Déchets

- La BNDES prévoit **un nouveau cycle de mises en concession de plus de 80 Md BRL** (13,3 Md EUR) dans l'eau et l'assainissement

Energie et mines

- **Enchère de capacité record de 19 GW** pour 10,7 Md EUR estimés : le choix des énergies fossiles suscite le débat
- **Aggreko choisit Huawei** pour développer **le plus grand projet de batteries au Brésil et le plus grand microgrid électrique autonome** du continent américain
- **Conflit au Moyen-Orient** : La hausse des prix des carburants alimente l'inflation et incite à **un recours accru aux biocarburants**

Environnement & Climat

- D'ici 2040, **le marché carbone brésilien** devrait **accroître le PIB de 5,8%**, générer 57 Md USD de recettes et baisser les émissions de 21%
- **La COP 15 sur les espèces migratrices** à Campo Grande aboutit à des mesures de **protection renforcée pour 40 espèces**
- Publication du **Plan national de développement de la Bioéconomie (PNDBio)** à horizon 2035

Infrastructures & Transports

- Le Président Lula participe à l'inauguration de **la première usine ferroviaire au Brésil de la China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC)**
- La BNDES va allouer **70 Md BRL (11,7 Md EUR)** supplémentaires au programme **Nova Industria Brasil (NIB)**
- L'espagnol **Aena** a remporté la **concession de l'aéroport de Galeão** (Rio de Janeiro) pour 2,9 Md BRL (490 M EUR)

Suivi des alertes de déforestation

FOCUS

Plan Climat : le Brésil revoit à la baisse les efforts du secteur agricole et mise sur son puits de carbone forestier

Le **16 mars**, le gouvernement brésilien a achevé de publier son nouveau **Plan Climat** en rendant public son volet **Atténuation**, qui complète le volet **Adaptation** publié mi-février. Adopté en décembre 2025, le Plan Climat constitue le **cadre de référence de la politique climatique brésilienne pour atteindre les objectifs pour 2035 que le pays s'est fixé dans sa NDC (Nationally Determined Contribution)** conformément à l'Accord de Paris. Le Plan doit permettre une réduction des émissions nettes de gaz à effet de serre dans une fourchette de **59 % à 67 % d'ici 2035 par rapport aux niveaux de 2005**, pour atteindre un niveau d'émission de 850 M à 1,05 Md tonnes équivalent CO₂ en 2035.

Près de 52 Md BRL (environ 9 Md EUR) ont été alloués au Plan Climat pour trois ans (2023 à 2025), soit un peu moins de 18 Md BRL en ressources annuelles. En 2026, les ressources annuelles affectées au Plan Climat sont doublées : **33 Md BRL (5,6 Md EUR)** sont prévus, dont **27,5 Md BRL (4,7 Md EUR) en ressources remboursables issues du Fonds Climat et 5,9 M BRL (1 M EUR) en ressources non remboursables**. Parmi les objectifs à atteindre sur l'année 2026 figure le fléchage de **25% des fonds pour les régions Nord et Nord-Est, et 20 % des fonds pour l'adaptation**. Jusqu'en 2035, le plan sera financé par des ressources d'Eco Invest (investissements privés), de la Plateforme brésilienne pour les investissements climatiques et la transformation écologique (BIP) et du Fonds Climat.

Volet « Adaptation » : des cibles ambitieuses mais un modèle de financement à définir

La Stratégie Nationale d'Adaptation se décline en directives, objectifs et cibles (nationales, sectorielles et thématiques), soit **810 actions sur 16 secteurs**. Sur les **infrastructures**, tout investissement fédéral devra intégrer les risques climatiques, avec une réduction de **30 % des interruptions de transport** liées aux événements extrêmes. Sur la **sécurité des populations**, au moins **4 millions de personnes exposées** aux catastrophes naturelles devront être protégées d'ici 2035, notamment de l'insécurité alimentaire grave. Le plan prévoit également de créer **180 000 hectares de végétation urbaine**, des corridors écologiques reliant 30 % du territoire, et des plans d'adaptation pour chaque État et **35 % des municipalités**. Sur le financement, la stratégie identifie des sources potentielles (budget public, fonds dédiés), mais le **coût total de mise en œuvre n'est pas défini** et de nombreuses actions restent sans ressources fléchées.

Volet « Atténuation » : la fin de la déforestation est le principal levier de compensation alors que les autres secteurs pourront augmenter leurs émissions

La Stratégie Nationale d'**Atténuation** s'articule désormais autour de **8 plans sectoriels, contre 7 dans sa version pré-COP30**. Elle s'appuie largement sur la **protection et régénération du puits de carbone forestier** pour compenser les émissions des secteurs productifs. **L'année 2030 est identifiée comme pic d'émissions**, à partir de laquelle la capture et le stockage du carbone devraient commencer à produire des effets sur le bilan des émissions.

D'une part les **secteurs énergie, industrie et transports** sont autorisés à augmenter leurs émissions de **44 % (énergie), 34 % (industrie) et 16% (transports)** à horizon 2035 (par rapport à 2022), avec une augmentation de l'utilisation des énergies fossiles dans la matrice énergétique. Le **gaz fossile y est identifié comme « énergie de transition »**.

D'autre part, le plan **abandonne son haut niveau d'ambition pour les secteurs de l'agriculture et agro-industrie** par rapport à la version proposée avant la COP30.

Les efforts d'atténuation du secteur agro revus à la baisse

Les émissions globales du secteur agro, évaluées à **1 393 Mt CO₂e** (dont 54 % liées à la déforestation), comprenaient des objectifs de réduction de **-36 % en 2030 et de -50 à -54 % en 2035, soit les objectifs sectoriels les plus ambitieux**. A la suite des **protestations du secteur agro**, les émissions agricoles sont désormais réparties entre un plan **Agriculture et élevage** (fermentation entérique, engrais, combustibles fossiles), et deux nouveaux plans « **Usage des sols** », qui **incluent les émissions liées au déboisement**, séparant **terres publiques** (-140% d'émissions, c.a.d. émissions nettes négatives, -250Mt CO₂e) et **terres privées** (-70% d'émissions, -34Mt CO₂e)¹.

La part des émissions du secteur agricole passe ainsi de **68 % (1 393 Mt CO₂e) dans la version du Plan présentée en 2025, à 31 % du total national** (643 Mt CO₂e) en portant l'effort de réduction du déboisement sur les terres du domaine public. Le Plan Climat finalisé prévoit donc un effort limité du secteur agricole (hors usage des terres) avec **+1% d'émissions d'ici 2030** et entre **-7 % et +2 % d'ici 2035**, soit une stagnation : les gains en termes de baisses d'émissions étant compensés par l'augmentation de la production.²

L'ensemble de la stratégie d'atténuation repose sur une réduction drastique et inédite de la déforestation

Le Plan Climat équilibre la hausse des émissions des secteurs de l'énergie, de l'industrie et des transports et la quasi-stagnation de celles du secteur agro en fixant un objectif « **zéro déforestation illégale** » en 2030 sur les terres publiques, et une réduction de **75 % de la déforestation légale d'ici 2035** sur les propriétés rurales. **D'ici 2035, les secteurs « usage des terres » publiques et privées devrait devenir source d'absorption nette de carbone grâce à la réduction de la déforestation, la conservation des forêts et la récupération des zones dégradées**. Sur l'**usage des sols**, le plan prévoit une réduction de **140 % des émissions liées à la déforestation d'ici 2030**, grâce à la récupération de 30 millions d'hectares de pâturages dégradés (l'équivalent de la superficie de l'Italie), l'extension de 20,3 millions d'hectares de systèmes agroforestiers, et la délimitation de 4,5 millions d'hectares de territoires autochtones d'ici 2027.

Au-delà des volets adaptation et atténuation, le Plan compte **un volet transversal**, composé de stratégies sur **la transition juste ; les femmes et le climat ; les moyens de mise en œuvre et le financement ; l'éducation, la recherche, le développement et l'innovation ; et le suivi, la gestion, l'évaluation et la transparence**.

Pour sa mise en œuvre, le Plan identifie **plusieurs sources de financement** provenant du budget de l'Etat fédéral et de fonds spécifiques. Pour les actions pour lesquelles aucune ressource n'a encore été fléchée, l'ambition affichée est d'utiliser le Plan comme une « base de projets » pour lesquels seront mobilisés différents instruments fiscaux et budgétaires. Le coût total de mise en œuvre du Plan n'est toutefois pas précisément défini. Enfin et surtout, la mise en œuvre effective de ce Plan dépendra avant tout de l'issue des **élections générales d'octobre 2026**, ce dernier n'ayant pas force de loi. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

¹ Dans les terres publiques, l'Etat fédéral dispose de leviers réglementaires pour combattre la déforestation légale ? ; dans les terres privées, la limitation de la déforestation légale est plus complexe.

Eau, Assainissement, Déchets

La BNDES prévoit un nouveau cycle de mises en concession de plus de 80 Md BRL (13,3 Md EUR) dans l'eau et l'assainissement

La Banque Nationale du Développement Economique et Social (BNDES) prépare une nouvelle phase de mises en concession qui pourrait générer plus de **80 Md BRL (13,3 Md EUR)** d'investissements dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

Cette annonce intervient après un premier cycle d'appels d'offres réussi, qui a permis d'attirer des montants importants de capitaux privés dans le secteur, encore dominé par les opérateurs publics. L'appel d'offres de Rio de Janeiro (2021), plus grand appel d'offres jamais réalisé dans le domaine de l'assainissement - remporté par le brésilien Aegea - prévoit ainsi près de **30 Md BRL d'investissements (5 Md EUR)** sur 35 ans pour desservir 40 municipalités et 14 millions d'habitants. La participation de la BNDES dans la modélisation financière du projet de concession avait alors contribué à attirer des institutions financières de référence telles que JPMorgan Chase et la Banque interaméricaine de développement (BID).

Dans le cadre de ce deuxième cycle de concessions, la BNDES structure neuf projets de concession ou de partenariats public-privé (PPP), essentiellement dans le **Nord** et **Nordeste** (Rondônia, Pernambuco, Paraíba, Maranhao, Rio Grande do Norte, Alagoas, Para), où les besoins d'investissement sont les plus importants. Cette annonce s'inscrit en effet dans la continuité de **l'objectif d'universalisation des services d'accès à l'eau potable** (99% de la population) et à **l'assainissement** (90% de la population) d'ici 2033, inscrit dans la loi fédérale.

Malgré l'ouverture croissante de ces secteurs aux acteurs privés, les entreprises publiques assurent toujours **69% de l'approvisionnement en eau et 65% des services d'assainissement du pays, avec des défis importants en matière d'investissement dans l'expansion et la rénovation d'infrastructures.** (Articles [ici](#) et [ici](#))

Energie & Mines

Enchère de capacité électrique record de 19 GW pour 10,7 Md EUR estimés : le choix des énergies fossiles suscite le débat

Le 18 mars 2026, le Brésil a conclu sa première enchère de capacité électrique de réserve³ de l'année en contractualisant 19 GW de capacité de production. L'enchère, organisée par l'ANEEL (Agence nationale de l'énergie électrique), représente des investissements estimés à 64 Md BRL (10,7 Md EUR). **Sur les 19 GW octroyés, 16,7 GW relèvent de sources thermiques (gaz naturel et charbon) et 2,3 GW de sources hydroélectriques.** Sur les 100 projets retenus, 90 portent sur des centrales à gaz naturel, 2 sur des centrales au biométhane, 3 sur des centrales à charbon et 5 sont des projets hydroélectriques.

La décision de recourir à des capacités thermiques a suscité un vif débat, tant sur le plan de l'intérêt économique que sur ses implications environnementales.

³ Au Brésil, LRCAP (Long-Term Reliability Capacity Auction) est un mécanisme d'enchères concurrentielles visant à contracter de la capacité de production électrique sur le long terme. Les contrats issus de ces enchères s'étendent généralement sur 10 ans pour les capacités existantes et jusqu'à 15 ans pour les nouveaux projets.

L'Association brésilienne des grands consommateurs d'énergie et des consommateurs libres (ABRACE) **estime que le coût annuel du mécanisme de capacité pourrait atteindre 40 Md de BRL (6,7 Md d'EUR), un montant qui serait répercuté sur les consommateurs, avec une hausse moyenne estimée des tarifs d'électricité d'environ 10 % à horizon 2031.** Cette estimation est toutefois contestée par le ministère des Mines et de l'Énergie, qui met en avant une vision de long terme selon laquelle cette enchère de capacité pourrait, au contraire, **réduire les coûts tarifaires jusqu'à 24 % à long-terme**, notamment grâce au remplacement de centrales thermiques anciennes par des contrats plus flexibles.

Sur le plan environnemental, plusieurs organisations, telles que l'**INEL (Institut national de l'énergie propre)**, **critiquent la priorité accordée aux énergies fossiles.** Ces acteurs dénoncent **l'incohérence entre la contractualisation de long terme de capacités thermiques polluantes et les engagements nationaux et internationaux en matière de sortie des combustibles fossiles**, notamment portés par le Plan décennal d'expansion de l'énergie 2035 et pris lors de la COP30. L'Institut international Arayara s'est pourvu en justice contre l'Union pour contester l'inclusion des centrales à charbon dans les enchères. Au-delà de dénoncer un recul écologique par rapport aux engagements internationaux du Brésil, l'Institut souligne l'inefficacité économique des centrales et leur incapacité à fournir la flexibilité souhaitée, celles-ci pouvant mettre jusqu'à 8 heures pour démarrer après un appel. Face à ces critiques, le ministre des Mines et de l'Énergie a rappelé que la montée en puissance des énergies intermittentes rend nécessaire le recours à des capacités pilotables afin de garantir la sécurité du système électrique. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Aggreko choisit Huawei pour développer le plus grand projet de batteries au Brésil, et le plus grand micro-grid électrique autonome du continent américain

L'entreprise chinoise Huawei va fournir des batteries à l'entreprise britannique Aggreko dans le cadre d'un projet appelé à devenir **le plus grand système de stockage d'énergie renouvelable du pays.** Une fois en opération, le projet constituerait le plus grand micro-grid électrique entièrement déconnecté du réseau à l'échelle du continent américain.

Ce dispositif de batteries, couplé à des centrales solaires, vise à sécuriser l'alimentation énergétique de 24 localités d'Amazonas, dont la grande ville de Tefé, qui compte environ 75 000 habitants, et à réduire la dépendance aux centrales thermiques dans ces zones isolées. Le projet débutera cette année pour une mise en service complète sous 3 ans et de premières installations entre 2027 et 2028. Son **coût est estimé à 850 M BRL (143 M EUR).** Il permettrait de **réduire de 37 millions de litres la consommation annuelle de diesel des 24 localités** et de **réduire les émissions de 104 000 tonnes de CO₂ par an.**

Ce projet intervient dans un contexte où **le gouvernement brésilien prévoit de lancer courant 2026 une enchère pour l'installation de capacités de stockage par batteries.** Face à l'intermittence des énergies renouvelables, le stockage présente l'avantage de pouvoir restituer les surplus lors des pics de demande, limitant ainsi la volatilité des prix et le recours à l'énergie thermique. Dans l'attente de la date officielle de cet appel d'offres, plusieurs acteurs internationaux tels qu'ENGIE et Axia ont déjà manifesté leur intérêt, tandis que les fabricants de batteries, dont Huawei et UCB, se positionnent pour répondre à la future demande. En effet, le PDE 2035⁴ **prévoit le déploiement à grande échelle des technologies de stockage**, avec un objectif d'environ **6,6 GW installés à horizon 2035.** (Article [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

⁴ Plan décennal d'expansion de l'énergie 2035

Conflit au Moyen-Orient : La hausse des prix des carburants alimente l'inflation et incite à un recours accru aux biocarburants

Si la guerre au Moyen-Orient laisse entrevoir un bilan macroéconomique globalement positif pour l'économie brésilienne, exportatrice nette de pétrole, la hausse des carburants pèse néanmoins sur la population et induit une menace inflationniste. Le pays demeure **dépendant des importations de produits pétroliers raffinés**, en particulier de diesel en provenance des États-Unis. Entre début février et fin mars 2026, **le prix du diesel a augmenté de 86 % et celui de l'essence de 65 %**. Dans une économie reposant largement sur le transport routier, notamment dans l'agro-industrie, cette hausse se répercute rapidement sur l'ensemble des prix à la consommation. En conséquence, les anticipations d'inflation pour 2026 ont été révisées à la hausse, s'établissant désormais à **4,71 %**, contre 3,9 % auparavant.

Dans ce contexte, le gouvernement brésilien a annoncé un ensemble de **mesures destinées à contenir l'impact de la hausse des prix des carburants**, présentées comme fiscalement neutres. Celles-ci reposeraient sur **l'augmentation des recettes pétrolières et un relèvement de la fiscalité** appliquée aux entreprises du secteur. Les mesures comprennent notamment une subvention au diesel de 1,52 BRL/litre, complétée par une aide à la production de diesel de 0,80 BRL/litre sur une période de deux mois renouvelables. Par ailleurs, le gaz de pétrole liquéfié (GPL) bénéficiera d'une subvention fédérale, pour un coût total estimé à 330 M BRL (55 M EUR), afin de limiter l'impact de la hausse des prix du gaz de cuisine sur les ménages.

Toutefois, **le Brésil peut s'appuyer sur la compétitivité de son industrie des biocarburants** pour faire preuve de résilience face à la montée des prix. Ainsi, sur la période du 22 février au 21 mars, le prix de revente de l'éthanol hydraté n'a que varié de 1,5 %, passant de 4,63 à 4,70 reais. Développée depuis le choc pétrolier de 1976, l'industrie des biocarburants constitue un levier important d'indépendance énergétique. Le pays est aujourd'hui **le deuxième producteur mondial d'éthanol**, principalement issu de la canne à sucre, avec une progression rapide de la filière de l'éthanol de maïs et du biodiesel dérivé du soja. Son large parc de véhicules légers « flex fuel » facilite l'utilisation de biocarburants par les particuliers, tandis que, pour les véhicules lourds, la transition repose sur une incorporation croissante de biocarburants dans les carburants conventionnels. En ce sens, **le gouvernement a annoncé, le 8 avril, le relèvement de 30 % à 32 % de la part d'éthanol incorporée à l'essence.**(Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

D'ici 2040, le marché carbone brésilien devrait accroître le PIB de 5,8%, générer 57 Md USD de recettes et baisser les émissions de 21%

Selon des estimations de la Banque Mondiale, le PIB brésilien pourrait connaître une croissance supplémentaire **de 5,8% d'ici 2040** et de **8,5% d'ici 2050** par rapport aux projections de croissance actuelles grâce à la mise en œuvre du marché carbone. Le système d'enchères de quotas devrait permettre de lever environ **57 Md USD d'ici 2040**, dont **75%** devraient être alloués au Fonds Climat⁵. Le prix estimé d'un quota carbone atteindrait **30 USD/tonne en 2040** et **60 USD/tonne en 2050**. Il est estimé que le marché

⁵ Le « Fundo Clima » est une initiative du gouvernement brésilien destinée à financer des projets accélérant la décarbonation de l'économie brésilienne. Il est financé par le biais des Titres Souverains Durables — levés par le Trésor National —, piloté par le Ministère de l'Environnement et administré par la Banque Nationale de Développement Économique et Social (BNDES).

carbone permettra de réduire les émissions de **21% d'ici 2040** et de **27% d'ici 2050 dans les secteurs régulés**.⁶

Dans ce contexte, le ministère des Finances accélère la mise en place des mesures de mise en œuvre du marché carbone, à la suite de l'adoption de la loi de création du marché fin 2024. La première réunion du Comité consultatif technique permanent (CTCP), composé d'acteurs des secteurs régulés et des institutions financières opérant sur les marchés environnementaux, s'est réuni pour la première fois en mars. **D'ici décembre 2026, le Secrétariat extraordinaire du marché carbone (SEMC)** du ministère des Finances doit statuer et publier les règles applicables au Système brésilien d'échange d'émissions (SBCE). Celles-ci définiront les **types de gaz à effet de serre surveillés**, les **secteurs réglementés**, le mode opératoire de la **plateforme numérique** pour l'enregistrement et le trading de quotas, ainsi que **les critères méthodologiques retenus**.

Le calendrier prévoit un début de déclaration des émissions en **2027**, suivi de la soumission de plans de surveillance par les acteurs émettant plus de 10 000 tonnes de GES/an entre **2028 et 2029**. La mise en œuvre complète du marché est prévue pour **2031**. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

La COP15 sur les espèces migratrices à Campo Grande aboutit sur des mesures de protection renforcées pour 40 espèces

Du 23 au 29 mars, le Brésil a accueilli la **15e Conférence des Parties à la Convention sur la conservation des espèces migratrices⁷ et animaux sauvages** (COP15 de la Convention sur la Conservation des Espèces Migratoires et des Animaux Sauvages – CMS) à Campo Grande (Mato Grosso do Sul).⁸

Les COP CMS ont pour objectif de **mettre en place des politiques de protection internationales** pour garantir la survie des **1 189** espèces protégées par le Traité. En 2024, un rapport sur l'Etat des espèces migratrices mondiales du CMS soulignait **qu'1 espèce sur 5** de cette liste est en **danger d'extinction, principalement du fait de la surexploitation des ressources naturelles et de l'expansion des habitats humains**.

Le Brésil, qui assure la présidence de la COP CMS pour les 3 prochaines années, a présenté un agenda ambitieux à la COP15 – marquée par la participation du Président Lula –, en mettant en avant la récente **création de deux nouvelles Unités de Conservation** (aires protégées) dans le Rio Grande do Sul : le **Parc National Marin d'Albardão** et l'**Aire de Protection Environnementale (APA) d'Albardão** soit **plus d'1,6 M d'ha sous protection**. L'Albardão abrite des zones d'alimentation, de reproduction et de croissance pour diverses espèces menacées, y compris parmi elles, le dauphin de la Plata, espèce de dauphin la plus menacée de l'Atlantique Sud-Ouest, ainsi que des tortues marines, des requins, des raies, des oiseaux marins migrateurs et d'autres mammifères qui fréquentent la région tout au long de leurs cycles de vie. Le Brésil constitue en effet un territoire de transit pour plusieurs espèces menacées, y compris la **baleine à bosse**, le **jaguar**, la **tortue verte**, le **requin tigre des sables**, le **poisson-chat migrateur**, l'**albatros errant** et le **bécasseau cannelé**.

⁶ Les secteurs qui devraient être concernés sont : énergie; industrie (sidérurgie, pétrochimie et extraction minière); construction civile; transports et logistique; et déchets et assainissement.

⁷ Est considérée comme espèce migratrice selon la CMS : une espèce dont la population, ou une partie de celle-ci, franchit les frontières entre pays tout au long de son cycle de vie, à la recherche de nourriture, d'eau, de lieux sûrs pour la reproduction et de températures plus adaptées, parmi d'autres raisons.

⁸ Ce traité des Nations Unies, en vigueur depuis 1979, est une convention juridiquement contraignante qui vise la promotion de la conservation des espèces migratrices, de leurs habitats et de leurs routes migratoires à l'échelle mondiale. Le cadre réglementaire s'organise autour de l'Annexe I sur les espèces en danger et l'Annexe II sur les espèces nécessitant des efforts internationaux de conservation. La COP, l'organe décisionnel de la Convention, rassemble 132 pays et l'Union européenne, et se réunit tous les trois ans.

Dans ce contexte, la COP15 a abouti à des résultats sans précédent avec l'inscription de **40 nouvelles espèces sur la liste des espèces protégées** (+10%), la signature de **16 actions de coopération internationale** et **39 résolutions** sur la santé, la protection de l'habitat, la compatibilité routes migratoires et infrastructures, en particulier l'énergie. La prochaine COP CMS devrait se tenir à Bonn en 2029, sur proposition du gouvernement fédéral allemand. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Publication du Plan National de Développement de la Bioéconomie (PNDBio) à horizon 2035

Le gouvernement brésilien a publié le 1^{er} avril son **Plan National pour le Développement de la Bioéconomie (PNDBio)**. Finalisé après deux ans de concertation interministérielle (16 ministères mobilisés) et un dialogue avec la société civile, le plan positionne la **bioéconomie⁹ comme un vecteur clé de la croissance brésilienne d'ici 2035.**¹⁰ La bioéconomie fait partie des **grandes priorités du gouvernement brésilien**, qui s'est doté d'un secrétariat d'état dédié. Le sujet a également été porté dans les négociations multilatérales par le pays lors de la **COP30** organisée à Belém en novembre 2025 et lors de la présidence brésilienne du **G20** la même année avec l'adoption de dix principes volontaires de haut niveau pour la bioéconomie.

Le Plan national décline trois axes de la stratégie du même nom, publiée en juin 2024, avec des objectifs sectoriels pour 2035 : (i) **socio-bioéconomie et actifs environnementaux**, (ii) **bio-industrialisation compétitive** et (iii) **production durable de biomasse**.

- (i) S'agissant de la **socio-bioéconomie** et des **actifs environnementaux**, le plan vise la structuration d'un écosystème d'entreprises dédiées à la socio-bioéconomie, particulièrement au sein de communautés autochtones. Les actions prévoient le soutien à **6000** entreprises, l'augmentation de **20%** des contrats de la ligne de financement du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf) destiné aux producteurs à faibles revenus avec l'objectif de doubler la valeur brute annuelle liée aux activités de socio-bioéconomie. Cela concerne notamment le développement de filières telles que celles de l'açaï et des huiles de palmier. Ce volet met également l'accent sur les retombées économiques au bénéfice des **populations autochtones**, avec le **paiement des services environnementaux et socioculturels rendus par les peuples traditionnels** (300.000 bénéficiaires). Le nombre d'organisations pouvant bénéficier du partage des bénéfices issus de l'héritage génétique¹¹ devrait également être augmenté de **50% d'ici 2035**. Au total, **2,3 M d'hectares** de végétation indigène devraient être intégrés dans les chaînes de bioéconomie, en plus de la consolidation de **30** territoires de restauration dans le pays, de la concession de **60** unités de conservation pour la promotion de l'écotourisme, et l'augmentation des zones de gestion forestière pour les porter à **5,28 M d'hectares**.

⁹ Ce plan s'appuie sur le **décret n°12.044 du 4 juin 2024**, qui vise à promouvoir le développement durable de la bioéconomie dans le pays, et définit cette dernière comme un « *modèle de développement productif et économique fondé sur la justice, l'éthique et l'inclusion* » qui « *utilise les ressources naturelles de manière durable, régénératrice et conservatrice, intégrant le savoir scientifique et traditionnel pour générer des biens, des services et des bénéfices socio-économiques* ».

¹⁰ La publication du Plan a été accompagnée de **l'annonce de 350 M BRL (59,5 M EUR) du Fonds Amazonie** pour le financement de projets socio-bioéconomiques et d'innovation dans l'Amazonie légale. Ce financement est structuré en trois initiatives : Coopera + Amazônia (107,2 M BRL ; 18,2 M EUR) pour le renforcement de 50 coopératives dans cinq Etats de l'Amazonie légale, profitant à plus de 3 000 familles sur les chaînes de production de l'açaï, du babassu, des noix du Brésil et du cupuaçu ; le projet « coopérer avec la Forêt » (69 M BRL ; 11,7 M EUR) pour soutenir 2 500 familles organisées dans 10 coopérations, sur la pulpe de fruits et les chaînes de café ; et le programme « Défis de l'Amazonie » (181,3 M BRL ; 30,8 M EUR), impliquant au moins 60 institutions scientifiques et technologiques et 60 organisations socio-productives.

¹¹ Le **patrimoine génétique** est l'ensemble des informations contenues dans les plantes, les animaux et les micro-organismes utilisés dans les industries cosmétiques, pharmaceutiques et autres.

- (ii) L'axe « **bio-industrialisation compétitive** » s'appuie principalement sur l'utilisation durable du **patrimoine génétique**, pour les secteurs de la santé et du bien-être. Les objectifs visent l'intégration de **15 nouveaux médicaments à base de plantes** dans le SUS (Système unique de santé) produits à partir de matières premières nationales, ainsi qu'une **augmentation de 30 % par an** du nombre de notifications concernant de nouveaux cosmétiques, compléments alimentaires et médicaments fabriqués à partir de ressources issues de la biodiversité brésilienne. Dans le secteur de la chimie, l'objectif est de **doubler la part des matières premières renouvelables** dans la production d'intrants de base, pour atteindre 7 %, réduisant ainsi la dépendance vis-à-vis des processus fossiles.
- (iii) Concernant l'axe **production durable de biomasse**, le plan vise à récupérer 1,25 M d'hectares de zones dégradées et à augmenter de 20% les zones cultivées dédiées à de nouvelles espèces¹², préférentiellement brésiennes, pour la production de biomasse et de produits alimentaires d'ici 2035. Cet axe vise à contribuer à l'atteinte de l'ambitieux objectif fixé par le gouvernement **d'augmenter de 70% la production nationale de biocarburants d'ici 2035** à partir de biomasse¹³ issue des produits agricoles et forestiers, afin d'atteindre environ 76 Md de litres par an (éthanol, biodiesel, biométhane ou carburant aéronautique durable (SAF)). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Infrastructures & Transport

Le Président Lula participe à l'inauguration de la première usine ferroviaire au Brésil de la China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC)

Le président Lula a participé le 25 mars à l'inauguration de la première usine du constructeur ferroviaire chinois CRRC au Brésil, à Araraquara (Etat de São Paulo), accompagné par **Geraldo Alckmin**, Vice-Président et Ministre du Développement, de l'Industrie, du Commerce et des Services. A cette occasion, Lula a exprimé son soutien aux partenariats internationaux comme moyen d'apporter de nouvelles **technologies, des investissements et des emplois qualifiés au Brésil**. L'ouverture de l'usine de CRRC (reprise de l'outil industriel du coréen Hyundai Rotem) a été présentée comme « stratégique » pour le développement économique, industriel et logistique du pays.

CRRC a annoncé que son usine d'Araraquara fournira des trains pour le marché brésilien (notamment 44 rames pour le métro de São Paulo) et sud-américain, **faisant du Brésil un pôle de production et d'exportation régional**. **Li Bangyong**, président de CRRC Brésil, a souligné la volonté de CRRC de participer à un **transfert de technologie de la Chine vers le Brésil** et de favoriser le transfert de connaissances entre les deux pays en mettant en place des **mobilités brésiennes** vers la Chine à des fins de formation professionnelle. Le début de la production des trains est prévu pour le **second semestre 2026**, avec la création d'une centaine de nouveaux emplois à la clé.

L'inauguration de l'usine a également été marquée par la signature de contrats de financement avec la BNDES pour un total de **5,6 Md BRL (950 M EUR)** dédiée à la mobilité urbaine à São Paulo. Intégré au Novo PAC (Nouveau Plan d'Accélération de la Croissance), ce financement sera réparti entre deux projets : **3,2 Md BRL (54 M EUR)** pour le **train**

¹² L'expression « nouvelles espèces » fait référence à des espèces végétales différentes des espèces végétales de base (*commodities*) de l'agriculture brésilienne destinées à l'export.

¹³ La biomasse est toute matière organique d'origine végétale ou animale pouvant être utilisée comme source d'énergie. Le développement de l'industrie de l'industrie biochimique des énergies renouvelables, comme la production de biocarburants type éthanol est également inclus dans sa définition.

interurbain (TIC) entre Sao Paulo et Campinas (projet remporté par le consortium sino-brésilien Comporte/CRRC); et **2,4 Md BRL (0,41 M EUR)** pour l'extension de la **ligne 2 du métro** de São Paulo (pour laquelle CRRC fournira 22 nouvelles rames de trains). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

La BNDES va allouer 70 Md BRL (11,7 Md EUR) supplémentaires au programme Nova Industria Brasil (NIB)

La BNDES a annoncé renforcer sa participation au **programme Nova Industria Brasil (NIB)** avec l'allocation de **70 Md BRL (12 Md EUR)** additionnels d'ici la **fin de 2026**. Ce nouveau montant porte le montant total des investissements du programme à **370 Md BRL (63 Md EUR)** sur **quatre ans (2023-2026)**, dépassant l'objectif initial de 250 Md BRL mobilisés. Les investissements sont concentrés dans les régions les plus industrialisées : **49%** des investissements concernent la région du **Sud-Est** (São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Espírito Santo).

La répartition des fonds engagés s'articule autour de cinq secteurs : **transformation digitale** (84,6 Md BRL ; 14,3 Md EUR) ; **agro-industrie durable** (76,9 Md BRL ; 13 Md EUR) ; **infrastructures et mobilité** (63,1 Md BRL ; 10,7 Md EUR) ; **souveraineté et défense** (27,8 Md BRL ; 4,7 Md EUR) ; **bioéconomie et décarbonation** (27 Md BRL ; 4,6 Md EUR).

Les fonds du programme permettraient d'éviter **95,5 M de tonnes de CO2 évitées**, grâce notamment au financement de projets dans les **biocarburants** (production annuelle de 2,3 M de m³ traitées par an) et le **lithium** (250 000 tonnes de lithium traitées par an). Le programme soutient également l'innovation technologique, avec **4,7 Md BRL** dédiés à l'intelligence artificielle. Enfin, la stratégie vise de cibler les micro, petites et moyennes entreprises (PME), représentant plus de 157 000 opérations, à hauteur de **111,8 Md BRL**. En parallèle, le gouvernement étudie le lancement d'une nouvelle version du programme **Brasil Soberano**, un dispositif de crédit destiné à soutenir les exportateurs brésiliens face aux pressions tarifaires internationales. (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'espagnol Aena remporte la concession de l'aéroport de Galeão (Rio de Janeiro) pour 2,9 Md BRL (490 M EUR)

Le ministère brésilien des Ports et Aéroports et l'Agence nationale de l'aviation civile ont finalisé le 30 mars le **processus de vente assistée** de l'aéroport international de Rio de Janeiro, dit « Galeão », pour **2,9 Md BRL (490 M EUR)** soit une **prime de 210,88%** par rapport au prix minimal fixé à 938 M BRL (160 M EUR)

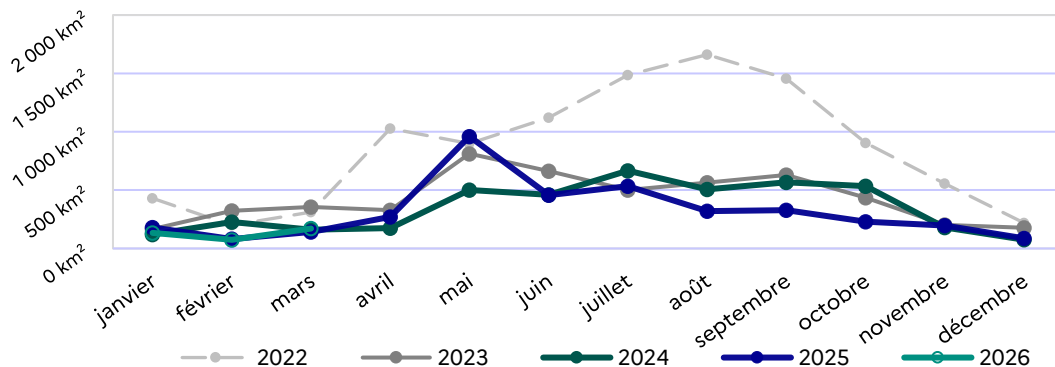
Le **groupe espagnol Aena** s'est imposé lors de l'opération face au concessionnaire actuel **RIOgaleão** (formé par Vinci Compass et Changi Airports) et **Zurich Airport** (Suisse). Avec cette acquisition, Aena consolide sa position de **premier opérateur aéroportuaire privé au Brésil**, gérant désormais **18 terminaux** à travers le pays. Cette reprise intervient dans un contexte de forte croissance du trafic aérien. En 2025, le terminal de Galeão a accueilli **17,9 M** de passagers, soit une hausse de **23,4%** sur un an, du fait d'un rééquilibrage entre les deux aéroports de la ville de Rio de Janeiro.

Le nouveau contrat est placé sous le contrôle du Tribunal des Comptes de l'Union (TCU). Plusieurs mesures ont été prises pour l'exécution de la nouvelle concession : **un paiement variable de 20% sur les recettes jusqu'en 2039**, la **fin de l'obligation de construction d'une troisième piste**, la **départ d'Infraero de la société** (qui contrôle actuellement 49% des parts) et la **création d'un mécanisme de compensation** lié à l'aéroport Santos Dumont, l'un des principaux concurrents de Galeão. (Articles [ici](#), [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 31 mars

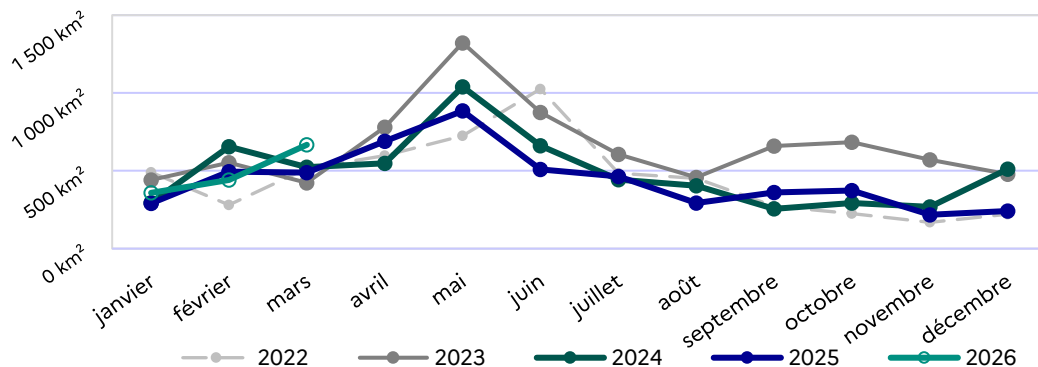
399,6 km²

-1% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2026

Période du 1^{er} janvier
au 31 mars

1 466 km²

-15% Par rapport à 2025

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Ludovic DOYENNETTE, Alexandre LAURENT, Nathalie LE PENNEC, Inès GIRARD, Amandine DUJARDIN, Hugo FERNANDES.

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr